

Faire de la classe ouvrière le bouc émissaire de la guerre de Poutine

Par Vadim Nikitin (publié d'abord sur le site socialiste américain Jacobin)

lundi 22 août 2022

Qui est responsable de la guerre en Ukraine ? La Russie, évidemment. Mais quelle Russie ? De nombreux critiques libéraux occidentaux et nationaux du régime de Vladimir Poutine s'accordent à dire que le soutien à la guerre provient en grande majorité des « *vatniki* » ou « *vata* », que l'on pourrait décrire comme le lumpenprolétariat moderne de la Russie.

À l'origine, les *vatniki* étaient les vestes matelassées omniprésentes portées par les ouvriers, les prisonniers et les étudiants dans toute l'Union soviétique (« *vatnik* » vient de « *vata* », ou ouate). Ces dernières années, le terme est devenu un raccourci pour désigner un type particulier de personne : âgée de plus de cinquante ans, souvent ruraux, presque certainement retraités ou « *byudgetnik* » (employée par l'État, que ce soit comme enseignante, infirmière ou fonctionnaire de bas niveau), et nostalgique de la stabilité et de l'ordre du système soviétique.

Caricaturés par l'intelligentsia libérale comme des zombies adeptes de la propagande, les *vatniki* sont devenus les principaux boucs émissaires de l'aventure impériale du gouvernement en Ukraine. Les articles d'actualité publiés sur des sites étrangers comme Radio Liberty ou sur des sites libéraux nationaux comme Meduza sont souvent accompagnés de commentaires dénigrant les Russes de la classe ouvrière.

« Je remarque une tendance », écrit un commentateur de Radio Liberty sous un récent micro-trottoir relatif aux attitudes des Moscovites à l'égard de la soi-disant « opération militaire spéciale ». « Plus une personne est pauvre, moins elle est développée intellectuellement et par conséquent plus sensible à la propagande, plus en colère contre le monde. La politique de Poutine vise à éradiquer la classe moyenne, les personnes les plus éduquées, les plus réfléchies et les moins sensibles à la propagande. »

Les paroles des gens établis ont tendance à utiliser un langage de classe plus codé : par exemple, le sociologue en exil Igor Eidman qualifie les partisans de Poutine de « sans cervelle agressifs » qui « n'habitent pas la réalité, mais plutôt un rêve fiévreux caricatural construit par la propagande de la télévision russe ».

De telles opinions sont devenues monnaie courante, notamment à la suite de la guerre en Ukraine. Pourtant, elle blanchit et élude le rôle essentiel joué par les classes moyennes et supérieures dans l'apparition et le maintien du poutinisme.

« L'intelligentsia russe reproche traditionnellement aux classes inférieures leur prétendue naïveté et leur tendance à se laisser influencer par la propagande », explique Natalia Kalfics-Mamonova, spécialiste de la politique de proximité dans l'ex-Union soviétique à l'Institut suédois des affaires internationales. « Toutefois, le tableau réel est beaucoup plus nuancé que cela ».

Elle note que dans un contexte autoritaire, il est probablement impossible de connaître l'ampleur du soutien populaire à la guerre. Selon elle, même parmi les fonctionnaires du régime et les membres des services de sécurité, « les raisons financières l'emportent souvent sur l'idéologie et la nostalgie soviétique » lorsqu'il s'agit de la volonté des gens de tolérer la guerre et d'autres excès. Aussi grotesque qu'il soit devenu, le poutinisme reste au fond un phénomène néolibéral.

C'est ce que souligne un essai récent de Grigory Yudin, éminent sociologue et critique de Poutine. L'ordre

social que Poutine a construit en Russie, écrit-il dans le média d'opposition Meduza, est une « version radicale du capitalisme néolibéral moderne, dans lequel la cupidité règne, l'aspiration ultime est le confort individuel, et le cynisme, l'ironie et le nihilisme procurent un sentiment rassurant de supériorité facile ». L'affirmation de Yudin contredit un schibboleth central du courant dominant sur la Russie de Poutine — que, quels que soient ses problèmes ou ses mérites, le système actuel de la Russie a fondamentalement rompu avec la Russie post-soviétique construite dans les années 1990 sous Boris Eltsine.

Selon les personnes interrogées, ces années ont été soit une période de démocratie imparfaite, mais florissante, soit le chaos, l'humiliation et la dégradation. Pourtant, comme l'a soutenu Tony Wood, membre du comité éditorial de la *New Left Review*, dans son livre de 2018, *Russia Without Putin*, « le système qui a prévalu dans les années 2000 n'était pas une perversion du Eltsinisme, mais sa maturation. » Il reste sous-tendu par un engagement en faveur du capitalisme d'initiés à l'intérieur et du déni post-impérial à l'étranger, avec des inégalités rampantes dont les effets sont masqués par des booms de matières premières et les vestiges en lambeaux de l'État-providence soviétique. Le poète et activiste Kirill Medvedev est du même avis. « Malgré toute la rhétorique de Poutine sur la nostalgie soviétique, il est un homme des années 90, l'héritier du [président russe Boris] Eltsine », m'a-t-il dit.

Et tout comme les oligarques des années 1990 étaient profondément liés à l'État, les « *siloviki* » (*sécurocrates*) qui les ont remplacés comme arbitres du pouvoir politique sous Poutine sont ancrés dans le système capitaliste. Malgré toutes leurs différences superficielles, les deux groupes ont transformé l'appareil de l'État en un instrument d'enrichissement individuel. Alors que les entreprises et les mafias étaient progressivement placées sous le contrôle des services de sécurité, l'État a absorbé et internalisé leur idéologie et leur mode opératoire axés sur le profit.

De nombreuses voix parmi les plus farouchement anti-Poutine en Russie ont soutenu les fondements néolibéraux de son régime, même après que sa nature répressive et exploiteuse soit devenue évidente. Natasha Sindeyeva, propriétaire de la chaîne de télévision d'opposition *TV Rain (Dozhd)*, a transféré la chaîne en Lettonie après qu'elle ait été démantelée. Mais, comme elle l'admet dans le récent documentaire *F@ck this Job*, elle a été un partisan enthousiaste de l'ancien Premier ministre Dmitri Medvedev pendant les quatre années de son mandat de président suppléant, de 2008 à 2012. D'autres émigrés politiques récents, tels qu'Anatoly Chubais, ancien envoyé spécial du Kremlin auprès des organisations internationales, et l'ancien Premier ministre Mikhail Kasyanov, étaient des libéraux dits systémiques — des fonctionnaires réformateurs intégrés au système de pouvoir de Poutine — qui ont contribué à soutenir bon nombre des premières réformes économiques de Poutine.

Des masses assoupies

En effet, le dénigrement des *vatniki* de bas étage masque le fait que, durant sa première décennie au pouvoir, Poutine s'est largement appuyé sur le soutien des classes moyennes ambitieuses. Il s'agissait après tout du public de base initial de *Dozhd* : des citoyens éduqués en col blanc qui convoitaient les styles de vie et les biens de consommation occidentaux, mais qui sont restés largement apolitiques jusqu'aux premières manifestations massives de la classe moyenne contre le gouvernement en 2011. Ce n'est que lorsque l'économie a cessé d'être en mesure d'assurer la hausse du niveau de vie et que Poutine s'est résolument tourné vers une politique de populisme socialement conservateur à l'intérieur et d'irrédentisme soviétique à l'étranger — marquée par l'invasion de la Crimée en 2014 — qu'il a finalement été abandonné par ce groupe social.

Selon Medvedev, « l'idée que les nantis sont contre la guerre et que les pauvres et les personnes sans éducation sont pour la guerre n'est pas confirmée par la réalité. » Selon lui, le soutien à la guerre parmi les personnes plus pauvres et les classes populaires est en réalité plus faible que parmi les classes moyennes. « Ceux qui ont très peu recherchent la stabilité, car ils ont peur de perdre le peu qu'ils ont », explique Medvedev. « Tout choc peut être fatal, et la guerre met en péril la stabilité ». En effet, ce sont les *vatniki* qui ont fourni certains des plus grands défis au poutinisme, en particulier dans sa première incarnation, la plus ouvertement néolibérale. En 2005, le gouvernement a été contraint

d'abandonner les réformes sociales prévues, notamment la suppression de la gratuité des transports pour les personnes âgées, après que des manifestations de retraités ont paralysé le pays. Dix ans plus tard, les camionneurs se sont révoltés contre la mise en place d'un péage autoroutier corrompu.

L'élitisme social fait partie intégrante du libéralisme russe depuis ses débuts. Le philosophe libéral Pyotr Chaadayev, pionnier du XIXe siècle, fut l'un des premiers à affirmer que la Russie était désespérément à la traîne de la civilisation occidentale et qu'elle ne pouvait se racheter qu'en rompant avec son passé. Il était convaincu que seule une minuscule élite — l'intelligentsia — était capable de réveiller et de diriger les masses muettes et assoupies. « Une infime minorité pense ; les autres ne font que ressentir », écrivait Tchaadayev dans ses Lettres philosophiques.

La conception qu'avait Tchaadaïev des masses — irrationnelles, non sophistiquées et facilement influençables — a survécu à la fois aux débats passionnés entre occidentalistes et slavophiles des années 1800 et au système soviétique, qui était censé glorifier l'homme du peuple tout en privant la classe ouvrière d'un véritable pouvoir politique. La thérapie de choc des années 1990, qui a apporté des richesses inouïes à un groupe d'oligarques et la paupérisation d'une grande partie du pays, a transformé cette notion ancestrale en une sorte de darwinisme social pur et simple.

La guerre en Ukraine a encore légitimé la rhétorique de la haine de classe, souvent déployée par les Ukrainiens en ligne contre les occupants. Depuis 2014, les troupes russes envahissantes ont été fréquemment qualifiées de pauvres, d'arriérées et de violentes ; une enquête de 2015 sur les discours de haine anti-russes dans les médias ukrainiens par l'Union nationale des journalistes d'Ukraine a révélé que « *vatnik* » était le terme d'abus le plus fréquemment utilisé.

À bien des égards, le discours autour des *vatniki* ressemble à la notion de « déplorables » d'Hillary Clinton. » À l'époque, les électeurs de la classe ouvrière américaine ont été accusés par de nombreux membres de l'establishment libéral d'être à l'origine de la victoire de Donald Trump, pourtant soutenu par des milliardaires et des PDG ; en effet, le revenu de l'électeur moyen de Trump était supérieur à celui de Clinton. Aujourd'hui, leurs homologues russes sont les boucs émissaires d'une guerre menée par un homme dont le régime reste soutenu par des oligarques. En fait, la guerre en Ukraine a été instrumentalisée contre les pauvres, et pas seulement en Russie. Comme l'a fait remarquer la commentatrice culturelle américaine Angie Speaks dans un rare article dissident paru dans Newsweek peu après le début de la guerre, la classe ouvrière américaine est maintenant « invitée à souffrir pour punir Poutine » en raison de la hausse des prix de l'essence et des denrées alimentaires résultant des sanctions contre la Russie.

Alors que la guerre s'éternise, entraînant des coûts sociaux et économiques croissants, il est difficile d'éviter de désigner des coupables. Pourtant, « il est important de ne pas continuer à rejeter la faute sur Poutine, sur différentes catégories de Russes ou sur l'Occident », déclare M. Medvedev. « Il y a assez de reproches pour tout le monde. Ce qui est important, c'est de se concentrer sur l'avenir et de trouver des moyens de résistance collective. »